

Benoît SCHMALTZ

Maître de conférences de droit public
Université Jean Monnet Saint-Etienne
Né le 27 avril 1984

benoit.schmaltz@univ-st-etienne.fr



CURRICULUM VITÆ

Fonctions universitaires

2019 – aujourd’hui	Maître de conférences, Université Jean Monnet de Saint-Etienne
2016 – 2019	Maître de conférences, Université Toulouse Capitole
2015 – 2016	Vacataire, Université Jean Monnet Saint-Etienne
2011 – 2013	ATER, Université Jean Moulin Lyon 3
2008 – 2011	Doctorant contractuel, Université Jean Moulin Lyon 3

Cursus universitaire

2016	Qualification aux fonctions de maître de conférences, section CNU 02
2008 - 2014	Doctorat en Droit public
2007 - 2008	Master 2 Recherche Droit Public Fondamental, mention Assez bien Université Jean Moulin Lyon 3
2006 - 2007	Master 1 Droit Public – Université Jean Moulin Lyon 3
2005 - 2006	Préparation à l’entrée en master à l’IEP de Paris (admissible)
2004 - 2005	Licence Science Politique, mention Assez bien – Université Jean Moulin Lyon 3
2002 - 2004	DEUG Droit, mention Assez bien – Université Jean Moulin Lyon 3
2002	Baccalauréat Économique et Social, mention Très Bien – Lycée St Michel d’Annecy

Langues étrangères

Allemand : ZD Goethe Institut (B2)
Anglais : Level 4 London Tests of English (C1)
Espagnol : LV3 (B1)
Italien et Russe : notions élémentaires.

Publications

Ouvrages :

- ❖ *Les personnes publiques propriétaires*, préface J.-F. SESTIER, Dalloz, Nouvelle Bibliothèque de Thèses, 2016.

Chapitres d'ouvrages :

- ❖ “Property and the Anthropocene: Why Power on Things is Central to our Ecological Predicament”, in J. Kassiola (ed.), *Palgrave's Handbook of Environmental Politics and Theory*, forthcoming, Springer Nature, 2023.

Articles :

1. « La métropolisation au défi du métabolisme urbain : l'exemple de l'inter-SCOT Lyon-Saint-Etienne », in AFDCL, *Métropolisations*, à paraître 2023.
2. « Croissance économique, découplage & gaz à effet de serre : objectifs chiffrés et lois de la physique », avec Pierre-Yves LONGARETTI (CNRS – INRIA), in ADPL, *Chiffres & Droit public*, à paraître chez Mare & Martin, 2021.
3. « Éléments pour une théorie des utilités des choses », *Mélanges Laviolle*, PUT, 2021.
4. « Cour de cassation ou cour suprême : le nœud gordien ? », in J. ARLETTAZ, J. BONNET, A. VIALA (dir.), *La séparation des pouvoirs et le juge judiciaire*, Institut Universitaire Varenne, 2019.
5. « Étude de droit comparé », in O. DEBAT et S. SAUNIER (dir.), *L'image des biens publics culturels. Regards croisés entre droits public et privé*, LexisNexis, 2020.
6. « Mise en concurrence et propriétés publiques : quel champ d'application ? », *Droit et Ville*, juillet 2019.
7. « Les consultations de fichiers de police pour enquête administrative », in E. DEBAETS, A. DURANTHON, M. SZTULMAN (dir.), *Les fichiers de police*, Institut Universitaire Varenne, 2019.
8. « La réforme du stationnement payant remet-elle en cause son exonération de TVA ? », *JCP A*, 2018. 2334.
9. « Le ministère de la Défense, super-affectataire ou quasi-propriétaire ? », in Caroline CHAMARD-HEIM, Philippe YOLKA (dir.), *Patrimoine et équipements militaires – Aspects juridiques*, Institut Universitaire Varenne, 2018.
10. « Les spécificités patrimoniales des personnes publiques », in Xavier BIOY (dir.), *Tumor Banks. Régulation publique des Centres de Ressources Biologiques en cancérologie*, Springer, 2018 (Anglais), Les études hospitalières, 2018 (Français).
11. « La délicate incorporation des colonnes montantes aux concessions de distribution publique d'électricité », *AJDA* 2017. 332.
12. « La propriété des personnes publiques », in AFDA, *Controverses*, Dalloz, Thèmes & commentaires, 2017.

13. « Sens et portée de la récente redéfinition des « recettes publiques » », *RFDA* 2016. 1263.
14. « Limiter la sous-traitance dans les marchés publics des personnes privées soumises à l'ordonnance du 23 juillet 2015 », *AJDA* 2016. 1669.
15. « Intérêt public local et compétences des collectivités territoriales dans l'État unitaire » ; *non publié*.
16. « La distinction entre la réquisition de grévistes par une autorité de police et par un chef de service », *JCP A*, 2015, étude 2130.

Commentaires :

1. « Abandon de colonnes montantes et recours en excès de pouvoir ». Note sous CAA Douai, 29 juin 2017, n° 15DA00675, *AJDA* 2017. 2317.
2. « Un plaisancier à la mer ! Quand la rétroactivité de la jurisprudence méconnaît le droit d'accès à un tribunal ». Note sous CE, 15 décembre 2016, n° 389141, *Commune de Saint-Denis d'Oléron*, *AJDA* 2017. 1003.
3. « La négociation collective à l'épreuve des compétences des autorités normatives de l'État ». Note sous CE, 7 mai 2015, *Société Ventoris IT et autres*, n° 370986, *AJDA*, 2015. 2049.

Communications

1. "A legal Approach to Social Metabolism", Studio Metabolism, *Metabolism studies: materiality and relationality in the Anthropocene*, Metabolism Studio, ENS Lyon, 2022.
2. "Découplage", atelier organisé dans le cadre de la Sping School Anthropocene FACTS, INRIA Grenoble, 23-27 mai 2022.
3. « La métropolisation au défi du métabolisme urbain : l'exemple de l'inter-SCOT Lyon-Saint-Etienne », Journées de l'AFDCL, Toulouse, 3 déc. 2021.
4. « Quelle échelle de gouvernance pour la décarbonation des villes et territoires ? L'hypothèse inter-SCOT », Future Days, Université Gustave Eiffel, 1^{er} déc. 2021.
5. « Croissance économique, découplage & gaz à effet de serre : objectifs chiffrés et lois de la physique », avec Pierre-Yves Longaretti, colloque ADPL, Lyon 3, octobre 2020.
6. « Étude de droit comparé », in S. SAUNIER, O. DEBAT (dir.), *L'image des biens publics culturels - Regards croisés entre droits public et privé*, Toulouse, 7 juin 2019.
7. « La propriété publique et le dualisme juridictionnel », Cour administrative suprême de Thaïlande, Bangkok, 12 décembre 2018.
8. « Cour de cassation ou cour suprême : le nœud gordien ? », Journée décentralisée de l'AFDC, *La séparation des pouvoirs et le juge judiciaire*, Montpellier, 30 nov. 2018.
9. « Mise en concurrence et propriétés publiques : quel champ d'application ? », in Colloque du M2 DPG, *Concurrence et domanialité publique*, Toulouse, 28 septembre 2018.
10. « Le ministère de la Défense, super-affectataire ou quasi-proprétaire ? », colloque *Patrimoine et équipements militaires – Aspects juridiques*, Lyon, 14-15 septembre 2017.

11. « Les spécificités patrimoniales des personnes publiques », colloque *Tumor Banks. Régulation publique des Centres de Ressources Biologiques*, Toulouse, 29-30 mai 2017.
12. Présidence de table ronde au colloque « Droit(s) de la nuit », organisé par l'ADDIMH, Toulouse, 31 mars 2017.
13. Présentation de la thèse *Les personnes publiques propriétaires*, conférence de l'ADDIMH, Toulouse, 30 janvier 2017.
14. La propriété des personnes publiques, colloque des 10 ans de l'AFDA, « Controverses », Clermont-Ferrand 16-17 juin 2016.

Initiatives transdisciplinaires

15. « L'Anthropocène du point de vue du droit, des sciences et de la philosophie », Workshop, 2^e rencontres de la Philosophie du droit, SFPJ, Toulouse, 30 sept. 2022.
16. “Découplage”, atelier organisé dans le cadre de la Sping School Anthropicene FACTS, INRIA Grenoble, 23-27 mai 2022 (www.anthropocenefacts.org).

Productions non universitaires

1. « Pour un équilibre entre constitutionnalisme politique et constitutionnalisme juridique », in Jean-Philippe DÉROSIER, Bertrand MATHIEU, Jean-Eric SCHOETTL, Benoît SCHMALTZ, Florian VADILLO, *Contrôle de constitutionnalité : débat autour d'une clause de dernier mot au profit du Parlement*, L'Hétairie, 2019.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

Cours magistraux

Droit de la propriété publique, Master 2 Droit public fondamental, Toulouse, 2016 – 2019.

Fiscalité des personnes publiques,

Master 2 Droit fiscal de l'entreprise, Toulouse, 2016 – 2019.

Master 2 Droit des contrats publics, Lyon 2 – Lyon 3 – Saint-Etienne, 2019 – 2021.

Droit de l'urbanisme, Master 1 Droit public, Saint-Etienne, 2019 – 2021.

Procédures fiscales, Master 1 Comptabilité Contrôle Audit, Toulouse, Toulouse School of Management, 2017 – 2019.

Droit des contrats et des marchés publics, Master 1 Droit public général, Toulouse, 2016 – 2017.

Droit des biens publics, Licence 3, Saint-Etienne, 2019 – 2021.

Droit budgétaire, Licence 3, Saint-Etienne, 2019 – 2021.

Droit fiscal,

Licence 2 Doubles diplômes internationaux, Toulouse, 2016 – 2019.

Licence 3, Saint-Etienne, 2019 – 2021.

Travaux dirigés

Droit fiscal, L2, Université Jean Monnet Saint-Etienne, 2015 – 2016.

Droit constitutionnel, L1, Lyon 3, 2015 – 2016.

Droit du contentieux administratif, M1 Droit public général, Lyon 3, 2011 – 2013.

Droit administratif des biens, L3, Lyon 3, 2011 – 2013.

Droit administratif général,

L2, CPGE ENS – Cachan, Toulouse, 2016 – 2017.

L2, Lyon 3, 2009 – 2013.

AUTRES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES & ADMINISTRATIVES

Collège de Droit, Saint-Etienne – 2019 – 2021.

Directeur adjoint depuis 2021

Cours de Philosophie et Culture juridique, Droits européen et comparé.

Cour administrative suprême de Thaïlande

2016 – 2019 : Conférences sur la propriété publique pour des magistrats administratifs, tant à Toulouse qu'à Bangkok.

Collège Supérieur de Droit, UT Capitole

2017 – 2019 :

« Colles » de culture juridique générale ;

Codirection de mémoires ;

Encadrement de travaux collectifs sur ouvrage.

IEJ et École des avocats de Toulouse

2018 – 2019 :

Jury du CAPA ;

Correction de la note de synthèse aux épreuves du CRFPA ;

Entraînements à l'épreuve du Grand oral du CRFPA

Concours « Habeas Corpus »

2008 – 2013 :

Préparation de l'équipe de l'Université Jean Moulin Lyon 3